

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2014-2015 DU CQDE

PRÉSENTÉ À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU CQDE

27 octobre 2015



© 2015
Centre québécois du droit de l'environnement
454, avenue Laurier Est
Montréal, Québec, Canada
H2J 1E7
Téléphone: (514) 272-2666 poste 26
Courriel: info@cqde.org
Site internet: www.cqde.org

Rapport préliminaire préparé par Karine Péloffy
Reproduction d'extraits de ce document permise en citant la source.

Table des matières

<u>Introduction.....</u>	<u>1</u>
<u>Présentation du CQDE.....</u>	<u>1</u>
<u>Principaux axes d'action.....</u>	<u>2</u>
Espèces en péril et biodiversité	2
Recours judiciaire pour assurer la protection des bélugas à cacouna.....	2
Recours judiciaire pour assurer la protection des rainettes faux-grillon.....	3
Information et participation citoyenne	3
Participation égale des francophones à l'office national de l'énergie	3
Médiation et comité de suivi pour la cimenterie port-daniel.....	4
Support aux citoyens dans le cadre de la ligne 9b d'enbridge.....	4
Énergie et climat	4
Évaluation des impacts climatiques de projets interprovinciaux	4
<u>Mémoires déposés en commissions gouvernementales.....</u>	<u>4</u>
<u>Mise à jour du guide des bonnes pratiques en intendance privée</u>	<u>5</u>
<u>Communications et promotion</u>	<u>5</u>
Site internet et réseaux sociaux	5
Couverture de presse	6
<u>Financement.....</u>	<u>6</u>
Événements-bénéfiques organisés à l'honneur du cqde	6
<u>Administration et membres</u>	<u>7</u>
Administration	7
Membres	7
Supervision des stagiaires	7
Conférences	7
Ressources humaines	8
<u>Conclusion</u>	<u>8</u>
<u>Annexe A - Liste des membres du conseil d'administration et du comité exécutif du cqde....</u>	<u>9</u>
Membres du conseil d'administration en date du 30 juin 2015	9
Membres du comité exécutif	9
<u>Annexe B - Couverture de presse du cqde</u>	<u>10</u>

INTRODUCTION

Le présent *Rapport d'activités 2014-2015* présente les activités réalisées par le *Centre québécois du droit de l'environnement* (CQDE) du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015 correspondant à l'année financière du CQDE.

PRÉSENTATION DU CQDE

Né sous l'impulsion d'un groupe de juristes intéressés par les aspects juridiques des enjeux environnementaux, le Centre québécois de droit de l'environnement (ci-après le « **CQDE** » ou le « **Centre** ») a été fondé en 1989. Depuis 25 ans, le CQDE joue un rôle actif au sein de la société québécoise en intervenant dans les débats environnementaux importants qui animent l'actualité.

Mission

Le CQDE, un organisme à but non lucratif, s'est donné pour mission de promouvoir les outils juridiques et les pratiques environnementales responsables. Dans l'intérêt collectif, il privilégie le développement de modes de gestion de l'environnement qui placent l'action citoyenne au cœur des mécanismes de protection de la qualité de nos milieux de vie.

Actions

Le CQDE agit devant les instances judiciaires pour favoriser le développement d'une jurisprudence progressiste dans les domaines juridiques liés à l'environnement. À cet égard, l'expertise du CQDE et de ses juristes en matière de droit de l'environnement a été reconnue par les tribunaux.

Le CQDE participe aussi aux consultations gouvernementales portant sur diverses réformes législatives et réglementaires. Cette implication a donné lieu à près de cinquante mémoires et analyses juridiques à l'attention de commissions parlementaires, du Sénat et des ministres concernés.

Le CQDE offre également des conférences en droit de l'environnement à l'intention des professionnels en environnement et du grand public. Il peut s'agir de cours sur des questions intéressant le citoyen, de séminaires sur des questions juridiques pointues ou de déjeuners-causeries sur les aspects juridiques de grands dossiers d'actualité.

Enfin, depuis sa fondation, le CQDE offre de l'information juridique à des citoyens et des groupes de protection de l'environnement, leur permettant de faire la lumière sur les dimensions juridiques des problèmes environnementaux auxquels ils font face.

ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2014-2015

Le CQDE a poursuivi sa croissance au cours de la dernière année, notamment par l'embauche d'une directrice générale et avocate, Me Karine Péloffy en septembre 2014. Le CQDE a été particulièrement actif devant les tribunaux et les commissions publiques en plus d'améliorer l'accessibilité à l'information et au service juridique pour les citoyens et groupes agissant pour la protection de l'environnement.

Le CQDE et ses avocats chevronnés ont, entre autres, porté avec succès deux sagas judiciaires devant les cours supérieures et fédérales visant la protection d'espèces en péril au Québec et l'application adéquate des lois fédérales et provinciales visant leur protection.

Le CQDE a aussi poursuivi son travail de veille législative et réglementaire et a rédigé plusieurs mémoires dans le cadre de commissions parlementaires et de commission du BAPE.

Enfin, notre organisme a répondu à de nombreuses demandes citoyennes aux prises avec des problématiques environnementales présentant des aspects juridiques, ce qui est très souvent le cas!

Cela dit, il reste encore beaucoup à faire pour que le CQDE soit en mesure de remplir pleinement et efficacement l'importante mission qui est la sienne.

PRINCIPAUX AXES D'ACTION

Les interventions judiciaires du CQDE au cours de la dernière année concernent principalement trois domaines, soit les espèces en péril, l'information et la participation citoyenne en matière environnementale et la protection du climat :

Espèces en péril et biodiversité

Recours judiciaire pour assurer la protection des bélugas à Cacouna

Devant l'imminence de travaux de forage en plein cœur de l'habitat des bélugas du Saint-Laurent pour la construction d'un terminal maritime visant l'exportation de pétrole provenant des sables bitumineux, le CQDE et ses partenaires ont déposé une demande d'injonction pour mettre un frein à ces travaux en mai 2014. Nous estimions que ces travaux ne respectaient pas les lois environnementales provinciales puisqu'ils allaient de l'avant sans certificat d'autorisation du gouvernement du Québec.

Le CQDE et ses partenaires ont continué leurs démarches dans ce dossier au cours de l'été, ce qui a permis d'obtenir une injonction interlocutoire le 23 septembre 2014, arrêtant ainsi

les travaux de forage jusqu'au 15 octobre 2014. Le ministre a par la suite refusé d'autoriser la reprise des travaux en raison de dépassement de bruit lors de la réalisation des travaux géotechniques entre la défaite du CQDE à l'injonction provisoire et sa victoire au stade interlocutoire.

À la suite d'une demande d'enquête logée par le CQDE à l'automne 2014, un avis de non-conformité a été émis par le MDDELCC le 4 septembre 2015 contre TransCanada qui ne s'était pas conformé à la Loi sur la qualité de l'environnement en omettant de demander l'autorisation au ministère de l'Environnement avant de mener des levés sismiques à Cacouna en avril 2014.

La compagnie annonçait au printemps 2015 l'abandon de son projet de port pétrolier à Cacouna.

Recours judiciaire pour assurer la protection des rainettes faux-grillon

Le 24 avril 2014, le Centre québécois du droit de l'environnement et Nature Québec ont déposé conjointement une demande de contrôle judiciaire devant la Cour fédérale du Canada. Cette requête vise à contester la décision de la ministre de l'Environnement du Canada, Leona Aglukkaq, de ne pas recommander la prise d'un décret d'urgence pour protéger la rainette faux-grillon alors même que l'analyse interne du ministère concluait à l'existence d'une menace imminente à son rétablissement en vertu de la Loi sur les espèces en péril.

L'affaire a été entendue le 28 avril 2015 devant le juge Martineau qui a rendu, le 22 juin 2015, un jugement favorable à la rainette : la ministre de l'Environnement du Canada doit revoir sa décision concernant le décret d'urgence dans un délai de six mois. Malgré tout, les travaux continuent dans La Prairie.

Bien que subséquent à cette année d'activité, le dénouement de cette affaire mérite mention. Devant l'imminence de la reprise des travaux de construction dans l'habitat de la rainette à La Prairie, les avocats du CQDE déposeront trois demandes d'injonction à l'été 2015 avant d'être entendus par la cour supérieure qui suspendra les travaux domiciliaires.

Enfin le 10 septembre 2015, Le CQDE et Nature Québec ont conclu une entente avec la ville et le promoteur du projet immobilier à La Prairie. Cette entente garde intacte toute la partie ouest du Boisé de la Commune dans l'attente de la décision du futur ministre fédéral.

Information et participation citoyenne

Participation égale des francophones à l'Office national de l'énergie

Après une requête rejetée à l'Office national de l'énergie demandant la traduction officielle en langue française des documents dans le cadre du projet Énergie Est, le CQDE a déposé, le 4 février 2015, une injonction en Cour fédérale qui fut aussi rejetée. Persévérant, le CQDE a invité l'ONÉ à une médiation, le 22 juin 2015, soutenue par le Programme d'appui aux droits linguistiques que l'ONÉ a décliné.

Médiation et comité de suivi pour la Cimenterie Port-Daniel

Le CQDE a offert du soutien juridique et est intervenu publiquement pour exiger que le projet de cimenterie de Port-Daniel soit soumis au processus d'autorisation qui ferait intervenir le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement. Une demande de révision judiciaire du dossier a été déposée conjointement avec Lafarge et Environnement Vert-Plus en août 2014. Le CQDE a dû se retirer de la démarche judiciaire, mais a entrepris une médiation le 30 mars 2015 où les parties se sont entendues pour mettre sur pied un comité de suivi environnemental.

Support aux citoyens dans le cadre de la Ligne 9b d'Enbridge

Le CQDE a apporté son soutien aux Citoyens au Courant et à Équiterre pour la préparation de leur demande à l'Office national de l'énergie, déposée le 20 juillet 2015, concernant les tests hydrostatiques sur la Ligne 9B d'Enbridge.

Énergie et climat

Évaluation des impacts climatiques de projets interprovinciaux

Le 23 avril 2015, le CQDE a déposé une demande d'intervention auprès de la Cour suprême du Canada pour appuyer la contestation de la décision de l'Office national de l'énergie de ne pas tenir compte des changements climatiques dans ses évaluations des grands projets d'oléoducs de sables bitumineux.

Ce dossier judiciaire, institué par des citoyens de la Colombie-Britannique, concerne l'évaluation du projet d'oléoduc Trans Mountain de la société Kinder Morgan, qui doit acheminer le pétrole brut de l'Alberta vers la côte ouest.

Le CQDE demandait à la Cour suprême d'autoriser l'appel et de se saisir de cette affaire d'importance fondamentale, qui met en jeu le droit à la sécurité, le principe de précaution environnementale et l'impartialité des organismes administratifs.

La Cour suprême a depuis refusé d'entendre l'appel.

MÉMOIRES DÉPOSÉS EN COMMISSIONS GOUVERNEMENTALES

Le CQDE a participé à trois commissions publiques. Les mémoires déposés et dans certains cas les représentations filmées dans le cadre de ses consultations sont disponibles sur le site web.

Le 29 janvier 2015, Me Jean Baril, administrateur représentait le centre devant la Commission des transports et de l'environnement de l'Assemblée nationale sur le Projet

de Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020. L'intervention du CQDE insistait sur la mise en œuvre des principes d'accès à l'information et de participation du public aux prises de décisions.

Bien que postérieur à l'année financière, l'importance du travail achevé par les collaborateurs du CQDE mérite mention.

Le 31 août 2015, le CQDE, représenté par Me Bélanger, Me Baril et Me Denis, présentait une profonde réflexion à la Commission des transports et de l'environnement de l'Assemblée nationale sur la Consultation sur le Livre vert intitulé : Moderniser le régime d'autorisation environnementale de la Loi sur la qualité de l'environnement. Le CQDE base principalement ses propositions sur trois enjeux majeurs et d'actualité pour les citoyens : l'accès à l'information, la participation publique et l'accès à la justice en matière d'environnement.

Le 23 septembre 2015, David Robitaille, professeur de droit constitutionnel et administrateur présentait un mémoire mettant l'accent sur le respect des compétences provinciales et municipales en environnement dans le contexte de ce projet d'oléoduc interprovincial dans le cadre de la consultation publique de la communauté métropolitaine de Montréal sur le projet d'oléoduc Énergie-Est de TransCanada.

MISE À JOUR DU GUIDE DES BONNES PRATIQUES EN INTENDANCE PRIVÉE

La troisième version du Guide des bonnes pratiques en intendance privée est en train de subir une mise à jour et devrait être disponible en ligne au mois de mars 2016.

COMMUNICATIONS ET PROMOTION

Le CQDE a lancé son 25^e anniversaire en grand le 18 novembre 2014 au Lion d'or en compagnie de Me Julius Grey. Souligné par des personnalités publiques telles David Suzuki, Laure Waridel et Emmanuel Bilodeau, le quart de siècle du CQDE a aussi été célébré par une motion unanime à l'Assemblée nationale.

Site internet et réseaux sociaux

Notre site internet a eu droit à un rafraîchissement et est maintenant visuellement plus attrayant. De plus, le CQDE a adopté un système de don intégré à même le site et fonctionnant avec PayPal pour faciliter l'usage et minimiser les frais. Il reste cependant certains ajustements qui seront faits au cours de l'automne 2015. Nous y présentons les informations les plus récentes intéressant la communauté juridique en droit de l'environnement. On peut visiter le site au www.cqde.org.

De plus, nous gardons très active notre page sur le réseau social Facebook, ce qui contribue à nous faire connaître par la population. 4 895 personnes suivent nos publications. Nous vous invitons à vous y inscrire comme ami(e)! Nous sommes aussi actifs sur Twitter et LinkedIn.

Couverture de presse

Le CQDE continue de bénéficier de l'attention médiatique notamment en raison du travail de notre organisme sur les dossiers du béluga, de la rainette faux-grillon et de Projet Énergie Est à l'ONÉ. Un résumé de la couverture de presse est inclus en annexe.

FINANCEMENT

Le CQDE a lancé une campagne de financement grand public 25 Bonnes Raisons (25bonnesraisons.org) lors de son 25^e anniversaire.

Le financement du CQDE est pour le moment assuré par les dons, les cotisations de ses membres ainsi que par les honoraires professionnels facturés pour les conférences, les mandats et les projets particuliers réalisés.

Le CQDE espère toujours obtenir une aide financière récurrente qui lui permettra d'accomplir pleinement sa mission. Nous sommes depuis 2014 sur la liste permanente du Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS), et espérons obtenir du financement dans le cadre du programme de défense des droits.

Événements-bénéfices organisés à l'honneur du CQDE

Le CQDE remercie chaleureusement les initiateurs d'événements et de levées de fonds qui ont bénéficié au CQDE dans la dernière année:

Spectacle Bélugala en juillet 2014 au profit du recours judiciaire pour protéger les bélugas à Cacouna organisé avec Catherine Huard de la Fondation Rivières.

Spectacle humoristique organisé par Fred Dubé du front commun d'humoristes «Déversement d'humoristes» en octobre 2014 au profit du CQDE.

Vernissage "Tout cela n'est que cela" de Pierre-Étienne Massé qui a remis 10% des profits au CQDE.

Campagne «Embrasse ma cause» organisée par Projet rescousse pour la protection légale des espèces en péril.

ADMINISTRATION ET MEMBRES

Administration

Le CQDE profite actuellement d'un conseil d'administration volontaire et engagé. Plusieurs rencontres du conseil d'administration ont eu lieu au cours de la dernière année et nous tentons de maintenir un rythme de plus ou moins une réunion par mois. Les efforts des administrateurs se sont concentrés sur l'efficacité administrative de l'organisme et sur le rayonnement du Centre. Le conseil d'administration du CQDE a aussi vu de nouveaux administrateurs s'y joindre et d'autres le quitter en raison des exigences liées à leur emploi.

Le Centre a tenu cinq rencontres du conseil d'administration au cours de la dernière année financière : 11 septembre 2014, 10 décembre 2014, 20 janvier 2015, 18 mars 2015 et 21 mai 2015. Deux comités existent au sein du CQDE: juridique ainsi que financement et communication.

Membres

Le membership du CQDE s'établit à environ 28 organismes membres actifs à l'heure actuelle, ainsi que 236 membres individuels répartis à travers le Québec.

Supervision des stagiaires

À l'hiver 2015, le Centre a accueilli 4 stagiaires, issues de cliniques juridiques universitaires, du Barreau et de programmes de techniques juridiques.

À l'été 2015, le CQDE a reçu 6 étudiants de différentes universités à titre de chercheurs stagiaires bénévoles.

Le CQDE a ainsi grandement amélioré deux pôles importants de son action : la formation pratique de la relève juridique en droit de l'environnement et l'offre d'un service gratuit ou accessible aux citoyens en matière environnementale.

Conférences

Les administrateurs et la directrice du CQDE ont été très actifs dans la dispense de conférences en 2014-2015. Le CQDE remercie particulièrement Michel Bélanger, Jean-François Girard, Jean Baril et David Robitaille à cet égard pour leur engagement à pousser la réflexion et informer les citoyens sur les enjeux juridiques majeurs en environnement.

Au-delà des conférences dans les facultés de droit, le CQDE a notamment été impliqué dans les conférences suivantes :

- Dialogue des sages – Foire Écosphère de Brome
- Plusieurs conférences données à travers le Québec sur les projets d'oléoduc

- Participation à de la formation continue en ligne proposée par l'UQAM présentant 4 collaborateurs du CQDE
- Conférences en droit de l'eau aux organismes de bassin versant
- Conférence sur l'innovation et les systèmes de traitement des eaux sanitaires des résidences isolées
- Présentation à des ateliers et groupes de discussions organisés par des étudiants universitaires.
- Participation au colloque de la Chaire de recherche du Canada en droit de l'environnement de l'université Laval sur le projet de modernisation de la LQE.

Ressources humaines

Le contrat du chargé de projet n'a pas été renouvelé en mai 2015.

Le CQDE a accueilli un stagiaire du Barreau, Renaud Gignac de février à septembre 2015.

Le CQDE emploie de l'aide externe en administration, comptabilité et ponctuellement pour des services juridiques.

CONCLUSION

Cet aperçu de nos activités démontre la pertinence de l'action du CQDE qui a continué d'agir malgré des ressources très limitées. À cet effet, il est important de souligner la contribution bénévole des membres du conseil d'administration, nos membres et collaborateurs. Il est envisageable qu'avec un soutien financier adéquat, le Centre puisse élargir ses champs d'intervention.

ANNEXE A - LISTE DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DU COMITÉ EXÉCUTIF DU CQDE

Membres du conseil d'administration en date du 30 juin 2015

Jean Baril
Michel Bélanger
Marie-Josée Caya
Cédric Gagnon-Ducharme
Guy Garand
Jean-François Girard
Karel Mayrand
Nicolas Milot
Oleksandra Synytsyna
François Valiquette
Diego Creimer
Odrey Robillard
David Robitaille
Philippe Tomlinson
Denyse Vézina

Membres du comité exécutif

Michel Bélanger	Président
Cédric Gagnon-Ducharme	Vice-président
Marie-Josée Caya	Trésorière
Nicolas Milot	Administrateur
Karel Mayrand	Administrateur
Karine Péloffy	Directrice générale

* Pour une note biographique pour chacun des administrateurs, voir le site web du CQDE
<http://cqde.org/qui-sommes-nous/notre-equipe/conseil-administration/>

ANNEXE B - COUVERTURE DE PRESSE DU CQDE

Harper bientôt poursuivi pour son inaction environnementale?, Le journal Métro, 30-06-2015

Ottawa n'écoute pas ses scientifiques, tranche la cour fédérale, La Presse, 24-06-2015

Une autre demande à l'ONE pour obtenir des documents en français, Le Devoir, 23-06-2015

Énergie Est et bilinguisme: un rapport inquiète, Le journal Métro, 20-05-2015

Karine Péloffy du Centre Québécois de droit de l'environnement, Progressive Lawyer, 06-04-2015

The Progressive Lawyer Spotlight is on the Quebec Environmental Law Center, Progressive Lawyer, 04-06-2015

TransCanada confirms it won't be building Energy East terminal at Cacouna, Que., Montreal Gazette, 04-03-2015

Pas de terminal à Cacouna pour TransCanada, Radio-Canada, 02-04-2015

TransCanada Confirms No Energy East Tanker Terminal in Cacouna, Quebec, Near Beluga Breeding Grounds, DesmoCanada, 04-02-2015

TransCanada confirms Cacouna port dropped over beluga concerns, CBC News, 04-02-2015

TransCanada abandonne l'idée de construire un port au Québec, Le Devoir, 01-04-2015

TransCanada Corp to decide fate of controversial Cacouna oil terminal this week, Financial Post, 03-31-2015

Projet Énergie Est: des organismes dénoncent l'injonction refusée par la cour fédérale, Acadie Nouvelle, 17-02-2015

La Cour fédérale refuse l'injonction réclamée par des écologistes, Le Devoir, 17-02-2015

Energy East pipeline: Judge rejects French-language challenge, CBC News, 02-17-2015

Énergie-Est: la Cour fédérale refuse l'injonction réclamée par des écologistes, Le Soleil, 16-02-2015

Énergie Est : la Cour fédérale rejette une injonction réclamée par des écologistes, Radio-Canada, 16-02-2015

Un port de perdu, un pipeline de trouvé?, Le Devoir, 14-02-2015

Le CQDE fait une demande d'injonction à la Cour fédérale contre l'ONÉ dans le dossier Énergie Est, Gaïa Presse, 11-02-2015

- TransCanada fait une croix sur Cacouna, La Presse, 11-02-2015
- Francophones bien informés, dit TransCanada, Le Journal de Montréal, 10-02-2015
- Un autre obstacle sur le chemin d'Énergie Est, Radio-Canada, 10-02-2015
- Energy East pipeline: French-language protection groups in court, CBC News, 02-10-2015
- Documents unilingues anglais: l'Office de l'énergie devant les tribunaux, Le Soleil, 10-02-2015
- Le CQDE exige plus de documents en français, Le Devoir, 10-02-2015
- Audiences sur Énergie Est: demande d'injonction pour du français, La Presse, 09-02-2015
- Énergie Est : demande d'injonction contre l'Office national de l'énergie, Radio-Canada, 09-02-2015
- Environmental group seeks injunction to Energy East pipeline project, The Gazette, 02-09-2015
- Pas de documents en français pour Énergie Est, Le Devoir, 09-01-2015
- TransCanada Faces Demand for Filing Translation, Bloomberg Business, 12-17-2014
- Pipeline : Un projet mal engagé, Le Devoir, 22-11-2014
- Oléoduc Énergie Est : Ottawa fait peu de cas du BAPE, La Presse, 21-11-2014
- La recette du succès des écolos enfin dévoilée!, Métro, 20-11-2014
- Le déclin s'accélère pour la rainette faux-grillon, La Presse, 18-11-2014
- 25 bonnes raisons de soutenir le droit de l'environnement, Gaïa Presse, -18-11-2014
- Oléoduc Énergie Est : Les lois du Québec sont applicables, Le Devoir, 31-10-2014
- Uranium: nombre record de mémoires déposés au BAPE, La Presse, 2014-10-30
- Arrêt des travaux à Cacouna : Une victoire remarquable et inespérée pour le béluga, Le Bas-Saint-Laurent, 26-09-2014
- TransCanada work on St. Lawrence port suspended by Quebec court order, CBC News, 09-23-2014